

Que faire avec la Police ? Que faire de la Police ?

Dans un petit livre fort intéressant Eric Hazan étudiait les conditions d'advenue de la révolution ou à tout le moins de changement de régime.

Il s'appuyait ce faisant sur une analyse des révolutions passées.

Et l'une de ces conditions tenait à ce que la Police, l'Armée rejoignait le camp des révolutionnaires.

Nous n'en sommes pas là. Parce que nous ne sommes pas dans un contexte révolutionnaire en ce sens qu'aucune force politiquement constituée aujourd'hui n'est en mesure d'offrir une alternative crédible, tant au niveau de sa pensée politique que de sa capacité à créer les conditions d'une mobilisation massive qui emporte le basculement.

Néanmoins, cela ne nous empêche pas d'y réfléchir.

La réalité que nous vivons nous oblige à envisager des ruptures fortes et soudaines issues d'accumulation de forces, imperceptibles mais latentes qui connaîtraient une brusque acmé.

L'effet synergique incontrôlé de phénomènes apparemment hétérogènes (crise climatique, crises sanitaires, crises financières, crises économiques et sociales) peut produire des effets aussi brutaux que sidérants à la mesure de leur complexité et de notre incapacité cognitive à les imaginer et anticiper.

D'où l'urgence de penser un nouveau cadre politique « théorique » et surtout de nous équiper autant que nous le pouvons face au surgissement de l'inconnu. Explorer toutes les pistes imaginables n'est pas nous garantir des effets du vortex de ces crises, mais peut au moins nous armer intellectuellement et psychologiquement à leur survenue.

Ce travail reste à faire tant sur l'aspect des résiliences sociales et politiques à construire, que sur l'agrégation de forces unitaires massives, condition indispensable à leur développement pour construire notre sauvegarde collective. Mais cela relève d'autres investigations que nous autres *révolutionnaires d'un type nouveau* devons impérativement poursuivre...

Revenons à la police. La crise des gilets jaunes a fait apparaître que le roi était nu. Il a été sauvé par l'absence d'organisation du mouvement des GJ (un sujet qui doit être analysé politiquement) et l'étroitesse de vue, les réflexes bureaucratiques d'organisations parées de la toge de pseudo analyses politiques, qui n'ont pas su construire une dynamique politique à la hauteur de l'exceptionnalité de la situation.

N'empêche que ce pays, le nôtre, dont le prince est un enfant, aurait pu perdre sa tête. Il est apparu clairement que ce pouvoir n'a tenu que par la force brute, et l'intensité de la répression. Sa bestialité, se mesure à la hauteur de la peur qui a été la sienne. Et au-delà du déchainement de la brutalité des voyous au pouvoir, cette fragilité peut se mesurer à une autre donnée. La « réforme » des retraites devait « universaliser les différents régimes ». Or, sous la pression de la rue, le gouvernement s'est empressé de rétablir un régime de retraite spécifique à la Police. En d'autres termes, il a sauvé

sa peau en achetant la Police avec laquelle, au passage, il a été beaucoup plus attentionné qu'avec le personnel hospitalier...

Ce sujet de la Police est particulièrement délicat. La bestialité intolérable, digne d'une dictature latino-américaine, les mains arrachées, les yeux explosés, les manifestants violentés, poussent à la haine. Une lecture libertaire classique, partagée émotionnellement par un grand nombre fait de la police la valetaille haïe d'un pouvoir d'Etat aux mains d'une caste abominée. Les faits incontestables encouragent à cette lecture. Mais ce faisant ne rendons nous pas un service insigne au pouvoir en lui permettant de jouer sur des clivages et des haines qui, in fine, servent son projet : diviser pour régner ?

Evidemment il y a des policiers « fascistes », des ordures qui ont trouvé l'occasion de libérer leurs pulsions sadiques au cours de ces longs mois.

Mais si l'on observe de manière plus « politique » et moins passionnelle la situation, plusieurs constats s'imposent.

La Police est un corps de métiers mis sous pression depuis plusieurs années : depuis la séquence terroriste, il est constamment sur le pont.

Il est victime comme toutes les administrations publiques de la « tiers mondialisation » de ses moyens : formations au rabais, matériels obsolètes, conditions de travail exécrables, mépris concret des élites politiques...

Et les témoignages, nombreux de policiers, à tous les échelons de la hiérarchie, attestent qu'un grand nombre d'entre eux sont des « serviteurs » fidèles de la République et se veulent les protecteurs de la sécurité de citoyens, et d'une république qu'ils n'assimilent pas à une caste d'oligarques bananiers.

J'ajouterai à cela, qu'il serait de bon aloi d'avoir une lecture de classe à l'égard de cette catégorie de « travailleurs ». L'immense majorité de cette catégorie est issue des classes populaires.

Aussi avons-nous le choix entre deux options :

Les considérer comme les esclaves du « Capital » et par cette vision les rejeter dans les bras d'un pouvoir qui en fera son miel. Et nous priver d'une force d'appoint déterminante en cas de conflit dur engageant nos libertés individuelles et publiques ;

Travailler les contradictions qui traversent cette catégorie de fonctionnaires , revendiquer leur utilité, reconnaître leur sens du service public et en faire les alliés d'une République dédiée au bien commun et pas à la préservation des intérêts d'une exécrable minorité.

Ce choix nous appartient...

Pour ma part, même si mes références politiques sont clairement libertaires, je choisirai sans hésitation la seconde option. Parce que le jour où nous tous nous « autogèrerons » n'est pas encore venu, que ce haut niveau de responsabilité collective est totalement à construire. Parce que nous avons besoin de garants (sous contrôle évidemment) d'un ordre républicain et démocratique, rénové et véritablement populaire. Et parce que les « flics » ne sont pas les fils de la bourgeoisie mais ceux du Peuple.